

Paris, France, 14 février (Infosplusgabon) - Le Quai d'Orsay a « encouragé », mercredi, le gouvernement tchadien « à garantir le plein respect des droits de l'Homme, conformément aux engagements internationaux qu'il a pris » alors que le pays fait face, depuis quelques semaines, à des manifestations souvent violemment réprimées par les forces de l'ordre.

« La France réitère son attachement, partout dans le monde, au respect des libertés fondamentales, dont la liberté d'expression et de manifestation pacifique, composante essentielle de la démocratie », a affirmé le porte-parole du Quai d'Orsay à une question lors d'un point de presse.

« La France promeut cette approche dans ses échanges réguliers avec le Tchad et l'encourage à garantir le plein respect des droits de l'Homme, conformément aux engagements internationaux qu'il a pris », a ajouté la même source.

Samedi, dans la capitale tchadienne, des élèves et d'étudiants, répondant à un appel lancé par l'Union des étudiants du Tchad de faire des bruits chez eux pour l'ouverture des établissements scolaires et universitaires au Tchad fermés à cause de la grève générale qui secoue le pays, ont été violemment réprimée par le pouvoir.

Par ailleurs, toutes les demandes de manifester des partis politiques et des associations de la Société civile sont systématiquement refusées par les autorités tchadiennes et les marches sont interdites sous peine de suspension et de dissolution des organisations qui braveraient cette interdiction.

Face à cette situation, le Syndicat des enseignants du Tchad (Set) a dénoncé, dimanche, au cours d'une conférence de presse « le mutisme complice des partenaires internationaux à savoir la France, les États-unis d'Amérique, l'Allemagne, l'Union européenne, les Nations unies, les institutions de Bretton Woods ».

Le syndicat des enseignants tchadiens a demandé aux partenaires du Tchad de réviser leur politique qui consiste à tout accepter du régime de N'Djaména au seul motif que le Tchad actuel est le seul rempart contre le terrorisme.

Depuis le début de l'année, des mesures d'austérité mises en œuvre par le gouvernement tchadien, pour face à la crise économique et équilibrer ses dépenses a-t-il expliqué, a entraîné une grogne sociale sans précédent.

L'augmentation des prix du carburant à la pompe et la hausse des prix des certaines denrées alimentaires ont entraîné un premier mouvement social des transporteurs et des élèves qui ne pouvaient rejoindre les établissements scolaires avant que les fonctionnaires du public ne débraillent à cause du rabatement de leurs salaires.

Face à cette situation, les syndicats, les partis politiques et les organisations de la Société civile ont appelé à des marches pacifiques pour dénoncer non seulement ces mesures qu'ils estiment injustifiées mais également la mauvaise gouvernance du régime du président Idriss Deby Itno qui gère le Tchad depuis 1990.

Mais prétextant des menaces terroristes, le gouvernement a opposé un refus systématique à toute marche pacifique ou manifestation et a menacé de suspension et puis de procédure de dissolution tout parti politique ou toute organisation qui viole cette interdiction.

C'est ainsi que joignant la parole à l'acte, le ministère de l'Intérieur a suspendu temporairement 8 février dernier les activités des 10 partis de l'opposition qui ont bravé l'interdiction de manifester.

© Copyright Infosplusgabon